



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement Grand Est
Unité départementale de la Marne
Direction départementale des territoires**

AP N° 2021-MD-128-IC

ARRETE PREFECTORAL

**mettant en demeure la société VIVESCIA, 54 Grande Rue à PRINGY
de respecter des prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié,
relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales, de grains, de produits
alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,
ainsi que les articles 7.6.3 et 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2007.A.106.IC du 24 octobre 2007 autorisant
VIVESCIA à exploiter un silo de stockage de céréale à Pringy**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007.A.106.IC du 24 octobre 2007 autorisant VIVESCIA à exploiter un silo de stockage de céréales à PRINGY ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

VU le rapport du 4 août 2021 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées.

CONSIDERANT qu'il est apparu, lors de la visite d'inspection du 23 juillet 2021 des installations exploitées par la société VIVESCIA à PRINGY, que :

- les sondes thermométriques S53 de la cellule 53 du silo de collecte et S21 de la cellule 21 du silo de report ne fonctionnent pas ;
- les cellules 53 du silo de collecte et 21 du silo de report sont actuellement utilisées, et comportent des céréales ;
- l'absence de relevés thermométriques intervient durant une période de forte activité ;

CONSIDERANT le résultat du test de fonctionnement en simultané des poteaux incendie du site, réalisé le 17 décembre 2020 par la société SAPIAN qui conclut que lors d'un fonctionnement en simultané des poteaux, le débit cumulé de 180 m³/h ne peut pas être assuré ;

CONSIDERANT les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » .

SUR proposition de Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne.

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société VIVESCIA, dont le siège social est situé 2 rue Clément Ader à REIMS (51100), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Pringy (51300), de se conformer à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, et aux articles 7.6.3 et 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2007.A.106.IC du 24 octobre 2007 ; et ce, conformément aux dispositions des articles suivants.

Le délai prescrit s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires afin d'assurer le bon fonctionnement des sondes thermométriques, conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié et à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2007.A.106.IC du 24 octobre 2007 susvisés :

- article 14 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 :

« la température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement » ;

- article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2007.A.106.IC du 24 octobre 2007 :

« La température des produits sera contrôlée par un système de thermosondes ».

ARTICLE 3 :

La société VIVESCIA est tenue de respecter les dispositions de l'article 2 du présent arrêté sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant.

ARTICLE 4 :

L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires afin d'assurer la ressource en eau suffisante sur le site, conformément à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2007 susvisé. Pour l'ensemble du complexe (Malteurop, Champagne Maïs, et Champagne Céréales), 3 poteaux assurant chacun un débit de 60 m³/h et un débit simultané de 180 m³/h seront mobilisables.

ARTICLE 5 :

La société VIVESCIA est tenue de respecter les dispositions de l'article 4 du présent arrêté sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant.

ARTICLE 6 :

A l'issue de la réalisation des actions précitées, l'exploitant transmettra à M. le Préfet de la Marne (avec copie à l'inspection des installations classées : DREAL Grand Est - Unité Départementale de la Marne), les justificatifs de mise en conformité.

ARTICLE 7 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L.171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 8 :

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, le Directeur de la société, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des Installations Classées), le Maire de PRINGY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Notification en sera faite sous pli recommandé à Monsieur le Directeur de la Société VIVESCIA – 2 rue Clément Ader – BP 1017 – 51685 REIMS cedex 2.

Châlons-en-Champagne, le **23 AOUT 2021**

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général**



Denis GAUDIN

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr

